

**Séance du Conseil général du 18 mai 2009
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Yann Chappatte, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue à chacun et procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. Tous les Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Tous les Conseillers communaux sont également présents.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 16 du 29 avril 2009
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 2 février 2009
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Discuter, éventuellement accepter un crédit de Fr. 145'700.00 destiné à l'acquisition du feuillet no 1018, d'une superficie de 2350 m², propriété de Mmes Bilat Béatrice, Chappatte-Bilat Géraldine, Bilat Amandine et M. Bilat Frédéric ainsi que son financement
b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte relatif à la propriété foncière concernant cette acquisition
c) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition
6. Discuter, éventuellement approuver la création d'un poste d'apprenti(e) pour la crèche communale
7. Traitement de la motion du groupe PCSI présentée par M. Daniel Hubleur, intitulée «Instauration de la taxe au sac»
8. Traitement de la motion interpartis, présentée par M. Yann Chappatte, intitulée «Adaptation du règlement d'organisation»
9. Election d'un membre à la Commission d'école en remplacement de M. Sébastien Jeanbourquin, démissionnaire
10. Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes

L'ordre du jour est accepté tacitement.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 2 février 2009

Monsieur le Président, Yann Chappatte, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement. Monsieur Yann Chappatte remercie l'auteur de ce procès-verbal.

3. Communications

a) Bureau du Conseil général

Le bureau du Conseil général n'a aucune information à communiquer.

b) Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, fait part des communications suivantes :

Un devis de Fr. 9'148.05 a été accepté concernant les purges qui doivent être réalisées sur la route menant à Biaufond. Le Département de l'environnement et de l'équipement nous informe que ces travaux de purge de la paroi qui borde la route menant à Biaufond peuvent être subventionnés à raison de 26 %.

Puisqu'aucune entreprise ne veut effectuer des travaux sur la route des Prés-Derrière menant chez Monsieur Bourquard sans préavis de géologue, un devis de Fr. 3'950.00 a été accepté pour la société MFR Géologie. Cette offre concerne l'étude et l'élaboration d'un projet pour l'élargissement de cette route.

Le Conseil communal a accepté un crédit de Fr. 2'090.00 relatif à l'équipement d'une brosse latérale pour notre balayeuse de la voirie. Cet investissement est sans conteste rentable car le balayage des routes par une entreprise coûte Fr. 160.00/heure.

Nous avons pris la décision de certifier nos forêts; le coût total pour nos 35 hectares se monte à Fr. 525.00 pour les 5 prochaines années.

Suite aux différents échos sur la restructuration de La Poste, nous avons écrit un courrier à la direction. Celle-ci nous confirme que la Poste des Bois ne figure pas sur la liste des 420 offices postaux menacés par cette restructuration.

Suite aux dernières déprédations, les toilettes de la gare sont définitivement fermées.

Comme vous l'avez certainement lu dans la presse, l'association des Maires des Franches-Montagnes a décidé, par une majorité, de lancer le grand projet de fusion unique : une seule commune pour les Franches-Montagnes. Une première approche avec les Conseillers de toutes les communes aura lieu la semaine prochaine.

4. Questions orales

1) Monsieur Sébastien Jeanbourquin

A la lecture de l'avis officiel no 4, Monsieur Jeanbourquin a constaté au milieu de la page intitulée «incivilités» que le Conseil communal se réservait le droit de porter plainte. Quand est-ce que le Conseil communal va cesser de se réserver ce droit afin de l'exercer.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise qu'actuellement le Conseil communal prépare la liste pour porter plainte contre certaines personnes.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin est satisfait.

2) Monsieur Gabriel Bilat

Concernant le jumelage avec la Commune de Charvensod, après l'appel de volontaires pour l'organisation, Monsieur Bilat aimerait savoir qui fait partie du comité d'organisation et où en sont les travaux préparatifs. A cette époque, on devrait déjà connaître les personnes se rendant à la fête du jumelage et les réservations de cars devraient être faites car il faut six mois environ pour réserver ce genre de transport.

Madame Isabelle Caroli est déjà très satisfaite qu'il y ait une question posée à ce sujet. Elle rappelle que l'ancienne législature a choisi de se jumeler avec un village chaleureux, sympathique et convivial. Elle précise qu'elle est en charge de ce dossier avec Monsieur Denis Chappatte. Madame Caroli espère que ce dossier sera mené à bien, même à très bien avec la somme de Fr. 8'000.00 qui leur a été interdit de dépasser. Sinon, un dépassement sera demandé. Leur esprit collégial leur a fait accepter avec dignité cette situation. Madame Caroli demande à ce qu'on ne soit pas la risée de notre commune jumelle. Ce jumelage est une chance d'ouverture pour notre village. Si nous devons leur copier quelque chose, ce serait leur esprit de dignité, alors soyons un peu dignes, arrêtons un peu les polémiques de ce qui se dit, ce qui ne se dit pas et oeuvrons tous ensemble pour faire honneur à nos hôtes. Madame Caroli estime qu'il faut un petit peu les laisser travailler et voir peut-être plutôt le résultat final. Elle demande à ce que les palabres et polémiques cessent.

Monsieur Gabriel Bilat est insatisfait.

3) Monsieur Pierre Stauffer

Charvensod / Val d'Aoste : un jumelage à réussir. Notre présence au mois de septembre a été confiée à ce comité d'organisation. Monsieur Stauffer croit savoir que les sociétés locales ont été sollicitées, mais il désire savoir si le collège d'enseignants va également participer à cet échange. Il lui paraît important que les enseignants, voire les élèves ou une partie d'entre eux puissent aussi participer à ce jumelage.

Madame Isabelle Caroli signale qu'une première séance a eu lieu pour voir qui serait intéressé à faire partie du groupe de travail et à se rendre à Charvensod. Ce que Madame Caroli propose de faire, c'est de lire le compte rendu qui a été envoyé aux personnes présentes. Pour répondre à l'oubli d'invitations, effectivement, cela a été le premier point de la séance. Quelques sociétés, groupes ou personnes ont été oubliées pour cette première réunion qui a eu lieu le 29 avril 2009 en présence du Football, du Pic-Bois, de la Fanfare, de la Bibliothèque et de l'Ecole (Madame Christine Boillat représentait la Bibliothèque et l'Ecole), de la Bourgeoisie, du Chœur-Mixte, de la Société de gymnastique, du SIS, de la ludothèque, de la Désalpe, de Monsieur Denis Chappatte et Madame Isabelle Caroli. A ce premier point, Monsieur Chappatte et Madame Caroli ont répondu qu'ils tâcheront pour la prochaine séance de réparer cette lacune. L'école n'avait donc pas été oubliée puisque Madame Christine Boillat s'est désignée pour faire partager les comptes rendus avec l'Ecole. Actuellement, Madame Caroli ne sait pas combien il y aura de personnes invitées. Donc, pour l'instant et jusqu'à la prochaine rencontre avec la Commune de Charvensod qui aura lieu bientôt et où nous aurons plus de détails quant au nombre d'invités, Madame Caroli ne peut pas commander trois bus si nous n'en aurons besoin que d'un. Madame Caroli ne lit pas la suite qui ne concerne pas la question posée.

Monsieur Pierre Stauffer est satisfait.

4) Madame Josiane Moser

Madame Moser désire savoir ce qu'il en est des limitations de vitesse sur la «rue du Doubs» et la rue «route de Biaufond». D'autre part, Madame Moser demande si on peut envisager un passage pour piétons à l'Ouest de la fabrique Ignacio. En effet, énormément

de personnes empruntent ce passage qui est extrêmement dangereux avec les gens qui viennent de La Chaux-de-Fonds et qui ne voient pas les piétons. Madame Moser emprunte trois à quatre fois par jour ce trajet et a failli se faire renverser à plusieurs reprises. Il y a aussi beaucoup de personnes âgées qui passent à cet endroit.

Concernant la limitation de vitesse à 30 km/h, Monsieur Michäel Clémence signale que la Commission de sécurité a constitué un dossier afin que le Canton donne son avis, voire son approbation. Cette demande a été faite en 2008. En 2009, en tant que responsable des routes, Monsieur Clémence s'est inquiété de ne rien voir arriver comme réponse du Canton. Il s'est approché de la personne responsable du dossier au Canton et fut surpris de constater que le dossier a bien été traité par le Canton, mais qu'il manquait des informations qui n'ont jamais été données. La faute n'est pas du ressort de la Commission, il n'en dira pas plus. Une chose est sûre, Monsieur Clémence certifie qu'il suit le dossier de très près avec l'appui de la Commission de sécurité. Toutefois, le retard qui a été pris est bien là et Monsieur Clémence en est désolé. Les informations manquantes seront collectées pour boucler ce dossier au plus vite afin de pouvoir prendre les mesures nécessaires.

Au sujet du passage pour piétons vers l'usine Ignacio, le Conseil communal a effectivement été informé de cette demande. Une même requête a été faite pour la sortie Est du village. Monsieur Clémence en a pris note et va entamer des démarches en espérant pouvoir aboutir à un résultat positif.

Madame Josiane Moser remercie beaucoup Monsieur Clémence, elle est satisfaite.

La présidence est remise à Monsieur Jean-Maurice Jobin, 1^{er} Vice-Président

5) Monsieur Yann Chappatte

Concernant le courant éolien, Monsieur Chappatte s'est rendu récemment à une séance d'information intercommunale qui s'est déroulée au Noirmont. Il s'avère que dans le cadre du développement du courant éolien, Monsieur Chappatte a entendu qu'il y avait passablement de projets en cours de réalisation dans la région et d'autres qui sont à l'étude. Plusieurs voies sont possibles pour notre Commune, allant d'une implication minimale, c'est-à-dire discuter et valider un plan spécial par exemple ou une implication beaucoup plus importante en participant activement au projet ou en cherchant à profiter des débouchés et revenus que peut amener cette énergie renouvelable. Ainsi, la réalisation d'un projet intercommunal, la prise de participation dans une société de production, l'obtention de revenus locatifs pour l'occupation de terrain ou le revenu de concession sont autant de pistes qui devraient être analysées et évaluées. Monsieur Chappatte désire savoir si le Conseil communal a déjà étudié et évalué les scénarii possibles. Dans l'affirmative, il souhaite connaître la voie retenue et le niveau d'avancement du projet. A défaut, il demande dans quel délai cette étude sera réalisée.

Monsieur Denis Chappatte signale qu'il a le plaisir d'être en charge du dossier éolien. Il s'agit d'un dossier complètement embryonnaire, on en est au balbutiement, au tout début. Il y a eu une première séance d'information donnée par le Canton et Swiss-Eole est intervenu. Il est envisagé que toutes ces pistes soient étudiées dans la future Commission énergie qui doit être créée par le Conseil communal dans peu de temps, il l'espère. Toutes ces éventualités seront étudiées et proposées bien évidemment au Conseil général.

Monsieur Yann Chappatte est partiellement satisfait.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

6) Monsieur Germain Jobin

Monsieur Jobin signale que sa question a déjà été posée.

7) Monsieur Daniel Hubleur

Concernant l'organisation des transports scolaires pour l'année 2009-2010, avant de répartir les courses, de définir le nombre de transports à effectuer et les différents lieux de ramassages, il y a des décisions d'ordre général qui doivent être prises. Aussi, Monsieur Hubleur désire savoir comment ces transports seront organisés, si nous allons continuer comme actuellement avec deux bus, avec qui, est-ce que ce sera les CJ ou un autre moyen. Est-ce qu'on aura les mêmes chauffeurs ou des chauffeurs des CJ ou encore une autre solution ? Sachant que le temps presse et qu'il faut organiser tout cela rapidement, peut-on lui donner précisément l'état d'avancement de ce dossier et dans quel délai il sera réglé ?

Monsieur Denis Chappatte précise qu'effectivement ce dossier lui a été remis en début de législature. Il y a des règlements qui sont assez compliqués pour l'établissement des nouveaux transports scolaires avec des bus homologués, etc. Actuellement, nous avons deux offres de Car postal et des CJ. Nous avons aussi l'information que notre mode de fonctionnement actuel avec les bus correspondrait exactement à la loi. La question est posée en ce moment par courrier au Canton pour savoir dans quelle mesure il participerait aux frais d'un intervenant comme les CJ ou les cars postaux ou les frais que la Commune aurait avec le mode de fonctionnement actuel. Nous sommes dans l'attente de cette réponse. Que ce soit l'une ou l'autre des variantes, tout est prêt pour commencer l'année 2009-2010.

Monsieur Daniel Hubleur est satisfait.

8) Monsieur Robert Claude

Monsieur Claude désire savoir où en est la nouvelle zone à bâtir. Est-ce que le calendrier a été établi, y aura-t-il une séance d'information avant les vacances ?

Madame Isabelle Caroli signale que la dernière séance a eu lieu il y a environ trois semaines. On ne peut pas aller plus vite que le Canton qui nous avait renvoyé ce dossier au début de la législature afin d'y apporter des corrections. Celles-ci ont été faites et le dossier est reparti au Canton. Nous attendons donc son retour et ensuite, cela va suivre son cours. Madame Caroli ne peut pas dire que cela sera prêt avant les vacances, cela l'étonnerait beaucoup, elle pense plutôt que la séance d'information aura lieu en automne.

Monsieur Robert Claude est partiellement satisfait.

9) Monsieur Blaise Willemin

On a pu voir récemment dans la presse que l'installation de la fibre optique dans les Franches-Montagnes était en cours de réalisation. Monsieur Willemin aimerait savoir pourquoi notre village n'y est pas relié, alors que Le Noirmont et Saignelégier peuvent bénéficier du haut débit.

Monsieur Denis Chappatte signale qu'il a de nouveau la chance d'avoir ce dossier assez brûlant en mains. C'est un dossier que le Conseil communal aurait voulu présenter ce soir, mais des compléments d'informations techniques manquent encore par rapport aux offres que peuvent faire Swisscom, VTX, EBL ou autres. Nous avons bien fait, puisqu'actuellement, des broches de fibres optiques sont posées; elles vont relier toutes les antennes GSM qui permettent d'utiliser les téléphones portables en doublant le nombre de fibres optiques. Cela pourrait faciliter les choses pour le raccordement à une vitesse supérieure appelée VDSL. Pour le moment, nous avons une offre ferme de Swisscom qui nous demande un investissement très onéreux. Le Conseil communal se permettra de le proposer lors de la prochaine séance du Conseil général.

Monsieur Blaise Willemin est satisfait.

5. a) Discuter, éventuellement accepter un crédit de Fr. 145'700.00 destiné à l'acquisition du feuillet no 1018, d'une superficie de 2350 m², propriété de Mmes Bilat Béatrice, Chappatte-Bilat Géraldine, Bilat Amandine et M. Bilat Frédéric ainsi que son financement
- b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte relatif à la propriété foncière concernant cette acquisition
- c) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition

a) Discuter, éventuellement accepter un crédit de Fr. 145'700.00 destiné à l'acquisition du feuillet no 1018, d'une superficie de 2350 m², propriété de Mmes Bilat Béatrice, Chappatte-Bilat Géraldine, Bilat Amandine et M. Bilat Frédéric ainsi que son financement

Pour l'entrée en matière, Madame Isabelle Caroli signale que le Conseil communal propose l'achat du feuillet no 1018 tel qu'il a été décrit. Madame Caroli propose de voter l'entrée en matière.

L'entrée en matière ne fait l'objet d'aucun commentaire, par conséquent elle est considérée comme acceptée tacitement.

Pour le débat de fond, Madame Isabelle Caroli n'a pas de complément d'information à donner.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que le groupe PDC est favorable à l'acquisition de ce terrain, mais il regrette que l'impôt sur le gain de fortune soit impliqué dans le prix de ce terrain. En effet, par la suite, si on doit acheter du terrain, automatiquement, on demandera à chaque fois de procéder de la sorte si on accepte ce soir cette façon de faire. Monsieur Barthoulot ne sait pas comment cela a été monnayé et il sait que discuter avec les gens, c'est très difficile. Pour l'avenir, il pense que cette façon de faire ne devrait pas se répéter d'office.

Monsieur Blaise Willemin précise que le groupe PCSI recommande d'accepter cette acquisition car il juge qu'il est important de faire avancer le projet. Toutefois, le PCSI désire que la Commission organise rapidement une séance d'information publique pour qu'elle puisse juger l'avis de la population, qu'elle ne fasse pas fausse route et qu'on rencontre un échec devant le peuple.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que les membres du PLR ont également fait la remarque de ne pas accepter de payer l'impôt sur le gain de fortune. Finalement, c'est un prix déguisé de terrain et il n'y a pas de raison de travailler de la sorte. Cela fait quelques années que cela dure et la Commune doit une fois décider d'arrêter cela. D'autre part, il faudrait peut-être nous renseigner concernant les arrangements éventuellement faits à l'époque. Enfin, Monsieur Bouille demande si nous avons besoin de l'entier de cette parcelle pour réaliser le projet de la halle. A ce prix-là, si nous n'avons pas besoin de ce terrain, on pourrait ne pas tout acheter. Le premier point relevé est une proposition, les deux suivants sont des questions complémentaires.

Madame Isabelle Caroli signale que concernant les transactions faites à l'époque, il y a quatre ans, Monsieur Paul-Henri Bilat avait proposé d'offrir sa parcelle 1018 au prix de Fr. 50.00 le mètre carré exonéré d'impôt. C'est la seule demande qui avait été faite par Feu Paul-Henri Bilat. Concernant la totalité de la surface, Madame Caroli ne peut pas répondre.

Madame Nancy Braendle se permet d'intervenir étant donné qu'elle fait partie de la Commission de la halle. Au départ, la Commission de la halle avait même demandé d'acquérir en plus de la parcelle 1018, le feuillet 137 voisin. Maintenant, nous partons uniquement avec la parcelle 1018 et il est nécessaire de l'acquérir dans sa totalité. En effet, si on construit une halle, il faudra aussi penser à construire des parkings. Pour pouvoir tout mettre, il semble nécessaire d'acquérir toute la parcelle.

Monsieur Germain Jobin précise qu'il n'est pas opposé à cet achat de terrain et qu'il n'est surtout pas contre la famille Bilat. Cependant, il trouve ce prix de terrain assez élevé, avec les impôts cela fera plus de Fr. 60.00 le mètre carré. En effet, lorsqu'il faudra négocier à l'avenir avec d'autres personnes pour acheter des terrains à Fr. 60.00, plus Fr. 50.00 de viabilisation, cela fera du terrain cher pour les nouvelles constructions. Il s'agit simplement d'une remarque et Monsieur Jobin pense bien que le Conseil communal a négocié ce prix. Sur une petite parcelle comme celle-ci, cela va, mais s'il faut acheter quelques hectares, ce ne sera pas possible.

Monsieur Gabriel Bilat désire préciser que pour cet impôt, c'est de façon générale que les communes adoptent ce principe, il ne sait pas pourquoi, mais dans les Franches-Montagnes c'est comme cela. Si on prend le prix de ce terrain, il ne faut pas oublier qu'il est situé au milieu du village. Si on achète une parcelle ailleurs à l'extérieur, ce ne sera pas le même prix. Il s'agit d'un terrain bien spécifique. Que l'on agrandisse la halle ou que l'on en fasse une nouvelle, nous aurons besoin de ce terrain. Plus nous attendons, plus le prix montera. Personnellement, Monsieur Bilat est favorable à cette acquisition.

Monsieur Daniel Hubleur rejoint ce que Monsieur Bilat a dit. Il croit qu'il faut remettre cela dans le contexte du centre du village. Ce prix qui peut paraître élevé, l'est relativement moins dans le sens où on est vraiment au centre du village. Monsieur Hubleur pense qu'il est bon de relever ces éléments afin que cela ne devienne pas systématique pour d'autres achats, mais dans le dossier présent, on reste dans un prix tout à fait raisonnable par rapport à ce projet. Monsieur Hubleur désire revenir sur ce que Monsieur Willemin a dit tout à l'heure et qui a posé une question très précise quant à la suite du projet à laquelle il n'a pas été répondu. Monsieur Hubleur demande si le fait d'acheter le terrain signifie qu'on va continuer automatiquement avec le projet de la halle ou s'il y aura quand même une possibilité de présenter ce projet de halle et qu'il y ait une façon très claire, un avis avant un projet définitif. On sait très bien qu'il y a dans ce débat toujours cette histoire d'une ou deux halles. On se doit donc ici d'avoir une réponse claire dans ce domaine si réellement le débat va être ouvert ou si on achète ce terrain, que le projet démarre et qu'on nous dise après que c'était clair.

Madame Nancy Braendle signale que dans le cadre de ses travaux, la Commission de la halle se bute contre l'achat de ce terrain pour continuer, mais elle va de l'avant, elle travaille et des séances sont organisées régulièrement. Avant le futur concours d'architectes, il y aura une séance d'informations afin que la communauté soit vraiment concernée, sinon c'est aller un peu vite en besogne. La Commission a demandé un cahier précis des choses que nous voulons ou non. Dès que nous aurons ce document, nous organiserons une séance d'informations. Cela sera obligatoire, afin de ne pas aller de nouveau avec des idées qui ont été rejetées par le passé par la population. Ensuite, si la communauté le désire, suivant ce que la Commission ressentira, on lancera ce projet de concours d'architectes puisqu'on ne peut pas faire sans passer par ce concours de par le prix du projet. Madame Braendle demande qu'on l'arrête si ses dires ne sont pas corrects. Elle estime que cela devra d'abord passer dans une séance d'informations.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, reconnaît que le prix de ce terrain peut paraître relativement élevé. Mais il ne faut pas oublier que c'est du terrain en zone d'utilité publique et non plus agricole. C'était la volonté de la Commune de le mettre en zone d'utilité publique. Ce terrain est également pratiquement viabilisé puisque toutes les conduites d'eau claire, d'eaux usées, etc. passent à côté du terrain. Concernant l'historique demandé par Monsieur Bouille, Monsieur Kurz signale que le Conseil général a pris une décision d'acheter du terrain agricole, ce qui a été refusé. Nous avons donc une dette morale vis-à-vis de cette famille et c'est pour cette raison que nous ne voulons pas négocier ce prix-là.

Monsieur Stéphane Monnet remarque qu'on discute de ce projet de halle. On acquière cette parcelle, si le projet de la halle venait à capoter, que deviendrait ce terrain ?

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise qu'étant donné qu'il s'agit d'une zone d'utilité publique, on peut y mettre des garages et d'autres choses utiles à la population. On recherche des garages, des hangars pour la Commune et c'est seulement sur de tels terrains qu'on peut les construire.

Monsieur Gabriel Bilat signale qu'il semblerait qu'après cinquante ans on puisse toucher des subventions pour rénover le bâtiment. Monsieur Bilat demande au Conseil communal de vérifier cela. Lorsqu'on avait fait le premier projet de halle, il n'y avait pas cinquante ans. Si on agrandit l'ancienne halle et qu'on la rénove, nous pourrions déplacer la piste de 100 mètres et les pistes de sport qui sont à côté de la halle sur ce terrain. D'une manière ou d'une autre, il sera utile.

Au vote, la proposition du Conseil communal au prix de Fr. 60.20 avec le gain de fortune obtient 19 voix et la proposition sans tenir compte du gain de fortune au prix de Fr. 55.00 obtient 2 voix.

Au vote, le point 5 a) de l'ordre du jour est accepté par 19 voix contre 0.

b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte relatif à la propriété foncière concernant cette acquisition

Pour l'entrée en matière, Madame Isabelle Caroli n'a rien à ajouter.
Personne ne désire s'exprimer concernant l'entrée en matière.

Pour le débat de fond, Madame Isabelle Caroli n'a pas de complément d'informations à donner.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que ce n'est pas tout à fait lié, mais tout de même. On a eu des propositions pour ce terrain, on en a eu d'autres pour le terrain situé derrière chez Madame Marie-Claire Donzé où il y a déjà eu des discussions. Il faudrait profiter dans le cadre de la négociation pour présenter un projet global pour éviter que le Conseil général doive se prononcer chaque fois.

Au vote, le point 5 b) est accepté à l'unanimité.

5 c) Donner au Conseil communal la compétence de contracter l'emprunt nécessaire à cette acquisition

Pour l'entrée en matière, Madame Isabelle Caroli n'a rien à ajouter.
Personne ne désire s'exprimer concernant l'entrée en matière.

Pour le débat de fond, Madame Isabelle Caroli n'a pas de complément d'informations à donner.

Personne ne désire s'exprimer, le point 5 c) est donc considéré comme accepté tacitement puisqu'il n'a été ni combattu, ni amendé.

6. Discuter, éventuellement approuver la création d'un poste d'apprenti(e) pour la crèche communale

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur Pierre-Yves Dubois signale qu'après dix mois d'existence, notre crèche affiche de mois en mois un taux de fréquentation meilleur et il s'avère que le personnel en place n'est pas suffisant pour la faire fonctionner 12 heures par jour, 5 jours par semaine. Nous avons ce soir l'opportunité de faire d'une pierre deux coups : améliorer le fonctionnement de l'institution à moindre coût et créer un poste d'apprentissage pour un ou une jeune du village. Le Conseil communal prie donc instamment les Conseillers généraux d'entrer en matière sur le point 6 de l'ordre du jour. Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Pour le débat de fond, Monsieur Pierre-Yves Dubois rappelle que les Conseillers généraux ont reçu un rapport. Il préfère donc répondre aux éventuelles questions.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin désire savoir s'il s'agit de remplacer les deux stagiaires par un apprenti ou si on conserve les deux stagiaires.

Monsieur Pierre-Yves Dubois reconnaît que le rapport n'est pas très clair sur ce point. Pour faire fonctionner la crèche, la Directrice a établi au début de l'année une convention pour une année avec un office de formation. On prend deux stagiaires qui ne sont jamais présents simultanément, ils sont là en alternance. Pour l'année à venir, il faudra refaire une convention. On préfère travailler de la sorte parce qu'on ne veut pas qu'il y ait des stagiaires qui changent tout le temps. On préfère des stagiaires qui soient là pour une longue période pour le bien des enfants. Pour l'année prochaine, deux stagiaires sont prévus mais ils ne seront pas présents toute l'année, ils ont des cours et seront là environ dix mois. Le poste d'apprenti que nous sollicitons s'ajoute aux stagiaires.

Monsieur Thierry Bilat signale que le groupe PCSI se montre très favorable à ce projet. Les arguments figurant dans le rapport du Conseil communal et les compléments d'informations apportés ce soir ont convaincu les membres du PCSI qui demandent d'accepter la création de ce nouveau poste d'apprenti.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale qu'on nous dit toujours que les résultats sont satisfaisants, qu'on progresse, mais on ne sait absolument pas de quoi on veut parler, combien il y a d'enfants, on n'a aucun chiffre. Avant de statuer sur le besoin d'un apprenti, Monsieur Bouille aimerait bien qu'on connaisse mieux la vie de cette crèche. Monsieur Bouille s'est laissé dire par deux ou trois personnes qui y sont allées, qu'il y avait un enfant pour trois personnes. Sûrement qu'à d'autres moments il y en avait beaucoup plus, mais Monsieur Bouille n'est pas au village et il aimerait bien être renseigné quant à l'état de fréquentation de cette crèche.

Monsieur Pierre-Yves Dubois rappelle qu'il existe une Commission de structure d'accueil qui siège et les partis peuvent être mis au courant par leur représentant. D'autre part, Monsieur Dubois tient à la disposition de chacun tous les tableaux, mais il n'y a rien de plus fastidieux que de commenter la présence moyenne par semaine, les taux d'occupation. Chacun sait qu'un bébé de trois mois n'est pas considéré de la même manière qu'un enfant

de quatre ans. Monsieur Dubois signale que dans cette crèche, il y a une Directrice, une Commission et des tableaux sont établis. Monsieur Dubois se tient volontiers à disposition pour les montrer et vous pourrez constater que du mois d'août de l'année passée au mois présent, il y a une progression, il n'a pas dit fantastique, mais meilleure. Cette progression est encourageante, elle montre que vous avez fait le bon choix lorsque vous avez institué une crèche et que cela correspond à un besoin. Mais il faut permettre à cette institution de s'enraciner, de se faire connaître. Le travail qui s'y fait est admirable et vous pourrez aussi aller visiter la Directrice qui est une personne très accorte et très fière de son institution.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que le groupe PDC est tout à fait d'accord de soutenir ce projet. Le groupe PDC rappelle que le Conseil communal et la Commune des Bois ont été critiqués parce que nous ne prenions plus d'apprenti. Aujourd'hui, le Conseil communal renouvelle avec cette tradition de reprendre un apprenti, non seulement à l'administration, mais en plus à la crèche. Etant donné la récession, c'est une opportunité que nous avons de soutenir ce projet.

Monsieur Gabriel Bilat désire simplement donner une information pour répondre à Monsieur Jean-Pierre Bouille. Personnellement, Monsieur Bilat souhaitait mettre son enfant le jeudi et le vendredi à la crèche et cela n'a pas été possible car c'est complet ces jours-là. En effet, il y a de la place pour dix enfants et on ne peut pas en accueillir onze.

Personne ne souhaitant encore s'exprimer, Monsieur le Président, Yann Chappatte, clôt le débat.

Au vote, la création d'un poste d'apprenti(e) pour la crèche communale est acceptée à l'unanimité.

7. Traitement de la motion du groupe PCSI présentée par M. Daniel Hubleur, intitulée «Instauration de la taxe au sac»

Initialement, la parole est donnée à l'auteur de la motion.

Monsieur Daniel Hubleur tient à signaler que le message reçu est des plus lacunaires, notamment pour les deux motions. Il aurait personnellement apprécié d'avoir dans cette information la position du Conseil communal, l'argumentation, puisqu'on a appris par la presse que le Conseil communal s'opposait à cette motion. Pour le bien du débat et que chacun puisse réfléchir à ce problème, plus on a d'informations au préalable, mieux le débat démocratique se porte. Il y a deux raisons principales au dépôt de cette motion. La première, c'est le principe du pollueur-payeur. Monsieur Hubleur croit que ce principe, on essaie de l'appliquer partout. En l'occurrence, dans le domaine des ordures, il faut le plus possible essayer l'appliquer. En effet, Monsieur Hubleur possède au moins trois rapports qui viennent d'horizons différents qui vont tous dans le même sens, c'est-à-dire que dès le moment où on introduit la taxe au sac, on diminue d'environ 35 à 40 % les déchets ménagers. Il en résulte une augmentation importante des autres ordures recyclables (verre, papier, métal, compost, etc.). Les chiffres sont éloquentes. Chacun peut consulter le site cantonal et remarquer que, malheureusement, les communes des Franches-Montagnes sont toutes en queue de peloton avec plus de 300 kilos d'ordures ménagères par habitant, alors que le Canton se situe entre 96 et 375 kilos. Toutes les communes qui ont la taxe au sac sont nettement au-dessous de ces quantités maximales. Monsieur Hubleur possède également un rapport de Vadec qui a été réalisé dans le cadre d'un appel d'offres éventuel pour le ramassage qui traite également le problème de la taxe au sac et qui relève bien ce qui suit : «indépendamment du ramassage et de son organisation, il est évident que d'une

part, on peut raisonnablement tabler sur la mise en place de la taxe au sac pour le 1^{er} janvier 2011 pour les communes neuchâteloises. En ce qui concerne les communes des Franches-Montagnes, nous ne connaissons pas leurs intentions, mais pensons toutefois que la situation actuelle ne va pas durer encore longtemps et que dans l'échéance de deux à trois ans, la situation risque bien de changer. Comme nous le savons par l'exercice mené dans d'autres régions, l'introduction d'une taxe au sac fait chuter les quantités d'environ 35 à 40 % et fait augmenter les autres déchets.». Tout le monde va donc dans ce sens-là. Dans ce rapport, ils donnent également les quantités d'ordures ménagères pour l'année passée et Monsieur Hubleur rappelle juste à titre d'information que la Commune des Bois est à 302 kilos par habitant, alors que la Commune de La Ferrière est à 168 kilos. Monsieur Hubleur signale qu'il a déposé une motion parce qu'il pense que c'est notre rôle de donner des tendances, non pas arriver avec un règlement tout ficelé, mais de prendre des décisions de principe, de dire que nous pensons qu'il est bon d'aller dans ce sens-là. Cette motion dit bien qu'il faut essayer de réduire les ordures ménagères et, par conséquent, par la taxe au sac, nous arriverons plus rapidement à le faire et, d'autre part, nous inciterons les gens à trier davantage leurs déchets. Monsieur Hubleur rappelle que nous sommes bientôt les derniers villages «gaulois» au niveau des Franches-Montagnes à ne pas avoir cette taxe au sac. Au Conseil général, on a la chance de donner un avis et de dire que la Commune des Bois est favorable à la taxe au sac. Cela incitera les autres communes à aller dans ce sens. Si on prend une position qui dit qu'on ne peut pas faire cela seul et qu'on attend les autres, ils vont dire la même chose et on n'en sortira pas. C'est donc uniquement par une motion que nous pouvons donner un signe fort en disant que ces prochaines années, nous allons vers l'instauration d'une taxe au sac.

Monsieur Christophe Cerf désire apporter quelques informations. En janvier 2009, le Conseil communal a écrit à toutes les communes avoisinantes, Le Noirmont, Les Breuleux, La Chaux-des-Breuleux et Muriaux pour leur demander si elles étaient prêtes à étudier la mise en place d'une taxe au sac régionale. Toutes ces communes ont répondu négativement, sauf La Chaux-des-Breuleux qui n'a pas répondu. C'est pour cette raison que le Conseil communal, aujourd'hui où on parle fusion de communes, ne peut pas faire cavalier seul, ce serait à coup sûr un échec. Par la suite, Monsieur Cerf a également pris contact avec le Directeur de Vadec, Monsieur Emmanuel Maître, qui lui a confirmé que le fait de partir seul serait une grave erreur. Il serait toujours possible que la Commune des Bois se rattache au Canton de Neuchâtel qui a prévu la taxe au sac dans les meilleurs délais, c'est-à-dire pour le 1^{er} janvier 2011 où normalement, tout le Canton partira avec la taxe au sac si c'est accepté. Ce qui signifie que le Canton de Neuchâtel pourrait toujours ouvrir son périmètre une fois que la taxe sera adoptée. Sachant qu'une motion doit être réalisée dans les six mois après avoir été admise par le Conseil général, le Conseil communal n'a pas pu prendre position favorablement pour cette motion.

Monsieur Gilles Cattin signale qu'après discussion, le groupe PDC recommande vivement de refuser cette motion qui pénalise fortement les familles et les revenus les plus faibles. La création d'une nouvelle taxe est également pénalisante en ce moment de mauvaise conjoncture. D'autre part, le fait de faire collecter nos déchets uniquement sur la Commune des Bois avec la taxe au sac engendrera effectivement une grande baisse des déchets, mais créera un tourisme des ordures puisque nous serons un îlot aux Franches-Montagnes. Dans le cadre des fusions prochaines, il serait tout de même assez mal venu qu'on attrape des gens des Bois qui iraient déposer leurs poubelles du côté du Noirmont ou des Breuleux.

Monsieur Jacky Epitoux désire demander à Monsieur Christophe Cerf si la réponse négative de la Commune du Noirmont était étayée.

Monsieur Christophe Cerf précise qu'un courrier type a été envoyé aux communes en prévision de former une commission. Les communes ont répondu négativement, mais nous ne sommes pas allés plus loin. Le but était de pouvoir créer une commission avec au moins une autre commune.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que globalement, à court ou moyen terme, on arrivera à la taxe au sac. Cependant, si on parle maintenant fortement de fusion, le fait d'avoir encore une spécialité à mettre dans la corbeille de la mariée ne sera sûrement pas un avantage. L'urgence de la motion qui nous demande de faire cela dans les six mois fait que les membres du PLR sont défavorables à cette motion, même s'ils sont conscients que cela se fera à moyen terme.

Monsieur Daniel Hubleur se permet tout de même d'amener quelques précisions par rapport à ce qui a été dit. On constate que quand on veut aller dans un sens, on dit que pour La Ferrière, c'est normal, ils viennent mettre leurs poubelles chez nous et si on met la taxe au sac, on sera la seule commune des Franches-Montagnes à l'avoir. Monsieur Hubleur estime que ce débat est dépassé. Il pense qu'il y a dix ans quand tout le Jura et 90 % des localités n'avaient pas ce genre de taxe, effectivement on pouvait se poser la question. Il en va de même lorsqu'on dit que c'est une nouvelle taxe. C'est terminé aujourd'hui; à l'époque, on le présentait sous cette forme quand le référendum avait été lancé. Monsieur Hubleur rappelle que ce référendum avait abouti puisque c'était une loi cantonale qui devait être instaurée. Elle a été refusée. Aujourd'hui, on nous dit qu'on ne veut pas avancer seul, qu'il faut le faire au niveau d'une région ou d'un canton. A un moment donné, Monsieur Hubleur croit qu'il faut quand même savoir évoluer par rapport à une situation et on n'y coupe pas. Qu'on lui dise qu'on doit réaliser cela dans les six mois, il l'admet, c'est un peu ambigu par rapport à notre règlement. Sur ce plan-là, Monsieur Hubleur propose de modifier un peu la motion pour aider le Conseil communal et ne pas avoir cette contrainte de six mois en disant dans les deux ans. Si cela peut éviter le rejet de cette motion qui lui paraît importante pour l'avenir, il est prêt à le faire. Il propose donc une suspension de séance que cela puisse être discuté dans le cadre du PCSI puisque c'est une motion du PCSI et que le Conseil communal et les groupes puissent également y réfléchir.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, accorde une suspension de séance de trois minutes.

A la reprise des débats, Monsieur Daniel Hubleur propose de modifier la dernière phrase de sa motion «nous demandons au Conseil communal d'étudier et mettre en place dans les deux ans une telle taxe selon les modalités ...». On remplace donc «au plus vite» par «dans les deux ans». Il est clair qu'avec ce délai de deux ans on serait dans les temps puisque les rapports le précisent bien, que ce soit sur Neuchâtel et sur le Jura; Monsieur Hubleur pense que le Jura va suivre puisqu'il a eu une information du Service des eaux et de la protection de la nature qui lui a affirmé que le but était d'harmoniser ces taxes au niveau cantonal. Monsieur Hubleur propose ce délai pour éviter que sa motion soit refusée.

Monsieur Christophe Cerf a une proposition à faire qui va dans le sens des propos de Monsieur Hubleur. Il propose donc qu'on attende que Neuchâtel introduise sa taxe au sac (le délai de deux ans lui paraît un peu court) pour qu'on puisse venir se greffer sur eux avec les mêmes conditions. Il y aurait donc une seule et même taxe partout, avec par exemple, une taxe prévue à Fr. 2.00 le sac. On pourrait donc mettre les mêmes conditions qu'eux, l'idée de Vadec étant d'avoir un seul et même sac partout pour pouvoir mieux gérer le système. Notre commune est stratégiquement bien placée pour se greffer sur ce projet neuchâtelois. Monsieur Cerf propose donc de pousser le délai à trois ans pour être

sûr qu'on puisse rejoindre leur projet, sinon on risque de devoir introduire la taxe avant le Canton de Neuchâtel.

Monsieur Jacky Epitoux appuie les paroles de Monsieur Cerf. Il trouve tout à fait légitime que l'on montre ce soir à la population des Franches-Montagnes qu'on est favorable à la taxe au sac sur deux ou trois ans, puisqu'on est tout de même des canards noirs dans tout le Canton du Jura. Mais par contre, pour des raisons d'organisation, il serait préférable qu'on attende pour qu'on soit en phase avec Neuchâtel.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime qu'il ne faut simplement pas donner de date. Il pense que la volonté est assez claire et qu'on ne pourra pas y échapper. Donner une date butoir, c'est le seul exercice qui pourrait nous contraindre à être embêtés. Dans une année et demie, le problème sera peut-être réglé et le Conseil communal pourra venir avec une proposition, mais ça sera peut-être dans deux ans et demi, voire trois ans. Si pour une raison x ou y le projet neuchâtelois est retardé, on devra faire une étude qui coûtera Fr. 30'000.00 parce que c'est obligatoire et après on jette tout à la poubelle parce que le projet neuchâtelois arrive. On pourrait spécifier que, dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la taxe à La Chaux-de-Fonds, on devrait s'y mettre. Monsieur Bouille pense que cela serait plus raisonnable.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale que si nous ne donnons pas de date butoir, on passe dans l'idée du postulat qui n'a pas d'effet contraignant. Par contre, si on lit l'article 28 alinéa 11, on peut très bien prolonger le délai de mise en œuvre d'une motion. Monsieur Jobin estime donc qu'on pourrait mettre un délai de trois ans qui lui paraît être assez sage. Au bout de trois ans, si on voit qu'il faudrait encore deux mois, le Conseil général peut encore mettre un frein et se donner un nouveau délai. Monsieur Jobin préfère donc qu'on maintienne une date butoir.

Monsieur Blaise Willemin tient également à ce qu'il y ait une date limite. Celle de trois ans lui paraît, dans un premier temps, amplement suffisante. Quant aux arguments de la fusion de communes, Monsieur Willemin estime qu'on ne doit pas attendre cette fusion qui n'est encore pas faite. Il ne s'agit que d'un projet. Si cette fusion est refusée, cela signifie qu'on laisse dormir le projet de la taxe au sac et qu'on devra tout relancer à ce moment-là. La fusion est un sujet sensible qui n'est pas encore gagné. Monsieur Willemin trouve dommage qu'on freine plein de dossiers à cause de cela. Notre but est de continuer d'avancer. Après, s'il y a une fusion, ça peut aussi être un avantage pour les autres communes parce qu'on aura cette expérience. Monsieur Willemin estime donc qu'il ne faut pas aller au-delà de trois ans et qu'il est bon d'avoir une date butoir pour faire avancer les choses.

Monsieur Christophe Cerf aimerait souligner le fait que le Conseil communal n'est pas contre la taxe au sac, mais contre le fait que la motion doive être réalisée dans un certain laps de temps.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que le groupe PDC, au vu du report de délai de six mois à deux ou trois ans, est favorable à la taxe au sac. Si Monsieur Hubleur est d'accord, le délai de trois ans semble préférable.

Monsieur Daniel Hubleur propose de faire un compromis "à la Suisse" en mettant dans les deux à trois ans.

Monsieur Christophe Cerf précise que le Conseil communal prend position favorablement.

Madame Marianne Guillaume demande si la date de la motion est modifiée, parce que cela change pour le délai de deux à trois ans.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, précise que la date de la motion est celle où elle a été déposée. La motion entre en vigueur le jour où elle est approuvée. Il y a d'abord un délai pour qu'elle soit traitée au Conseil général, comme cela est fait ce soir.

Au vote, la motion de Monsieur Hubleur avec un délai de deux à trois ans est acceptée par 19 voix contre 2.

8. Traitement de la motion interpartis, présentée par M. Yann Chappatte, intitulée «Adaptation du règlement d'organisation»
--

La présidence est remise à Monsieur Jean-Maurice Jobin, 1^{er} Vice-Président.

Initialement, la parole est donnée à l'auteur de la motion.

Monsieur Yann Chappatte rappelle que cette motion fait suite aux différentes réunions interpartis au sujet des élections. Dans ce cadre, il a été constaté qu'il y avait un certain nombre de commissions communales qui n'étaient soit plus nécessaires, soit inadaptées, soit insatisfaisantes en terme de nombres de représentants. Il y avait également des articles qui étaient devenus caduques. Un souhait avait aussi été émis par les partis de fusionner les commissions financière et de vérification des comptes. Il y avait toute une série de débats autour de ces commissions lorsqu'on a recherché des membres. Il est ressorti de cette discussion l'idée de faire une motion pour pouvoir rapidement mettre à jour ce règlement. Depuis, un certain nombre de discussions ont eu lieu concernant certains articles et on pense qu'il est d'autant plus judicieux que ce règlement d'organisation soit repris maintenant qu'il a vécu une dizaine d'années, qu'on profite de le mettre à jour afin qu'il soit plus en lien avec les besoins de notre collectivité. Monsieur Chappatte souligne le fait que des gens de tous les partis ont signé la motion. C'est donc un besoin et une demande des partis. Monsieur Chappatte invite instamment le Conseil communal et les Conseillers généraux d'approuver cette motion puisqu'elle tente à viser un but que la majorité des membres des partis ont.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le Conseil communal est d'avis que l'adaptation de notre règlement d'organisation est non seulement une nécessité, mais un devoir. Néanmoins, il constate que certains articles cités dans la motion ont déjà été débattus et radiés du règlement. Sans vouloir entrer dans les détails, le Conseil communal doute fort qu'une Commission financière puisse vérifier son propre travail : adaptation et élaboration du budget et vérification des comptes. Mais c'est à la future commission d'en démontrer la faisabilité. Aucun commentaire sur la réduction des membres des commissions n'est à faire. En ce qui concerne la transformation de la Commission d'urbanisme en commission permanente, cela laisse le Conseil communal pensif; il adresse cependant un grand coup de chapeau à cette commission pour le travail effectué ces dernières années : élaboration de la zone hameau, révision du futur plan d'aménagement qui est en phase d'achèvement. Nous sommes en droit de nous poser la question de savoir quelles tâches peuvent être confiées par la suite à une Commission d'urbanisme permanente. Le Conseil communal est d'avis que la création d'un groupe de travail peut nous amener des réponses et doit avoir comme but de vérifier l'ensemble de notre règlement d'organisation.

Monsieur Yann Chappatte signale que la Commission d'urbanisme devrait être mise en commission permanente parce que cela fait des années qu'elle travaille pour beaucoup de projets qu'elle a pour la plupart amenés à leur terme de façon très concluante. On espère qu'il en sera de même très prochainement pour le plan d'aménagement local. Néanmoins,

on constate qu'après ce plan d'aménagement local, ce n'est pas terminé. Il y aura les détails de ce plan, les accès, les voies de circulation, etc. Ce plan sera également établi en plusieurs phases, zones successives. Il est donc très vraisemblable que, uniquement pour cette partie de zone constructible, il y ait encore un travail sur plusieurs années. Ensuite, il est certain qu'il y aura d'autres choses qui devront être mises en discussion au niveau du plan d'aménagement local qui pourront soit concerner des terrains à l'extérieur du village ou dans le village. Si pendant quelques années, cette commission a un travail un peu moins important à faire, ce n'est pas forcément un mal, mais par contre, elle sera toujours là, vivace, pouvant mener à terme les projets nécessaires. Concernant la suppression d'articles, effectivement certaines commissions ont été supprimées, malheureusement certains articles font référence à celles-ci et n'ont pas été adaptés. Ils sont donc devenus complètement inutiles. Concernant la fusion des Commissions financière et de vérification des comptes, l'idée est venue du fait qu'on était incapable de trouver un nombre suffisant de personnes qui veulent fonctionner dans ces commissions. Ce soir, nous en avons encore la preuve vivante avec le point 10 de l'ordre du jour. Monsieur Chappatte rappelle que la Commission de vérification fonctionne toujours à quatre, ce qui est contraire au règlement d'organisation bien que les comptes doivent être présentés d'ici le 30 juin. Dans la Commission financière, il y a des exigences de connaissances professionnelles qu'il est bien d'avoir. Plus la commission est compétente, plus elle est en mesure d'avoir une vision complète de la partie financière. De faire toute l'approche en partant du budget, au contrôle budgétaire, les signataires de la motion pensaient que c'était adéquat.

Monsieur Gabriel Bilat estime qu'il y a trop de choses dans cette motion. En effet, certaines sont bien, d'autres pas. Concernant le premier point au sujet des Commissions financières et de vérification des comptes, Monsieur Bilat estime qu'à priori ça pourrait être bien, mais il faudrait s'adjoindre les services d'un fiduciaire, ce que la Commission de vérification n'a jamais voulu faire. Tourner des pages, contrôler des écritures, mettre des timbres sur des pièces, ce n'est pas le boulot d'une Commission de vérification. Si on prend la réduction des membres de la Commission d'estimation, c'est une question de disponibilité. Lorsqu'il faut accompagner l'estimateur, vous ne trouvez pas facilement une personne disponible sur le nombre actuel de membres. C'est pour cette raison qu'il y en a beaucoup. Au sujet de la Commission d'urbanisme permanente, Monsieur Bilat estime que cela paralysera la Commune car cela ralentit les dossiers. Ça traîne déjà pas mal au Canton, cela traînera encore davantage. Monsieur Bilat n'a rien à dire concernant les suppressions d'articles. Il estime donc qu'il y a trop de choses dans cette motion et pense personnellement qu'il faut la refuser.

Monsieur Pierre Stauffer rappelle que si cette motion est acceptée, le Conseil communal va mettre en place une Commission qui va traiter ces différents points. Ce projet sera ensuite proposé au Conseil général. En acceptant la motion, il y a pas mal de choses à réviser depuis dix ans. Monsieur Stauffer estime que ce n'est pas très contraignant d'accepter que le Conseil communal mette en place un groupe de travail. Concernant une Commission d'urbanisme permanente, dans toutes les autres communes des Franches-Montagnes, il y a une Commission d'urbanisme qui fonctionne. Le but de cette commission est aussi d'aider le Conseil communal en place. Souvent, le Conseiller communal fait quatre ans, c'est quelqu'un d'autre qui prend sa place et on peut avoir le soutien d'un spécialiste dans cette commission qui peut aider le Conseil communal. Monsieur Stauffer est favorable à la motion de Monsieur Chappatte.

Monsieur Marcel Barthoulot tient à souligner qu'on est entrain d'aiguiller une commission qui n'est encore pas nommée. De toute façon, comme chacun le sait, toute décision prise

par cette commission sera proposée aux partis, revue avec le Conseil communal, rediscutée et présentée au Conseil général, alors que nous discutons ce soir déjà de détails. Il faut simplement savoir si on veut créer une commission ou non, c'est tout.

Monsieur le Vice-Président, Jean-Maurice Jobin, reconnaît qu'il faudra simplement voter sur une décision de principe quant à la révision de ce règlement. Monsieur Jobin rappelle également qu'au niveau du règlement d'organisation, c'est le peuple qui reste souverain et non le Conseil général. Ces modifications seront donc soumises au vote populaire.

Afin de clarifier les choses, Monsieur Sébastien Jeanbourquin propose de supprimer les quatre exemples et simplement dire de revoir le règlement d'organisation.

Monsieur Yann Chappatte rappelle qu'il s'agit d'une motion interpartis et que ces modifications ne le dérangent pas, le but étant de revoir ce règlement d'organisation. Les points mentionnés ont été relevés lors de séances relatives à la nomination des membres des différentes commissions, mais le règlement n'a pas été fouillé dans son ensemble. Effectivement, sur les 64 articles, il n'y a certainement pas que 4 points à modifier, c'est la raison pour laquelle il est stipulé «notamment devront être traités». S'il faut supprimer l'onglet depuis «notamment» jusqu'à «44 et 49», Monsieur Chappatte signale que personnellement ça ne lui pose aucun problème. Dans tous les cas, ce règlement sera soumis à une commission qui le travaillera, les propositions seront transmises aux partis, remises au Conseil général et on aura tout loisir de le modifier dans tous les sens avant que le peuple se prononce. Monsieur Chappatte accepte donc cette suppression pour autant que les autres signataires ne s'y opposent pas. Si tel était le cas, il rallierait l'avis de la majorité des signataires.

Monsieur Daniel Hubleur trouverait dommage d'enlever cette partie de texte dans la motion. Il est effectivement écrit «notamment devront être traités». Il n'y a pas une décision qui va être prise en disant qu'il y aura fusion entre deux commissions. Cela donne simplement déjà une ligne et signifie que le Conseil général relève quelques points qui méritent réflexion. Monsieur Hubleur ne pense pas que cela soit contraignant de laisser ce texte.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le Conseil communal est d'avis que ce règlement doit être revu depuis sa base, les quatre paragraphes peuvent donc être supprimés. Il n'est pas nécessaire de tout modifier, mais de nombreux points doivent être retravaillés. Depuis huit ans que Monsieur Kurz fait partie du Conseil communal, de nombreuses petites lacunes ont été relevées.

Monsieur Gabriel Bilat signale que si les quatre points sont supprimés, il est favorable à la motion.

Au vote, la motion de Monsieur Chappatte en supprimant le texte depuis «notamment» jusqu'à «articles 44 et 49» est acceptée à l'unanimité.

Monsieur Yann Chappatte reprend la présidence.

9. Election d'un membre à la Commission d'école en remplacement de M. Sébastien Jeanbourquin, démissionnaire
--

Monsieur Gabriel Bilat signale qu'il a l'honneur, au nom du groupe Liste libre, de proposer la candidature de Monsieur Jean-René Feuz.

Au vote, Monsieur Jean-René Feuz est élu à l'unanimité.

10. Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes
--

Aucune candidature n'est proposée. Monsieur le Président, Yann Chappatte, rappelle que cette commission fonctionne à quatre membres qui vérifient actuellement les comptes, alors que le règlement d'organisation impose cinq membres, d'autres communes (Le Noirmont par exemple) ayant même sept membres dans leur commission de vérification des comptes. Il serait donc judicieux d'avoir un cinquième membre au sein de cette commission. Ce point sera donc représenté lors de la prochaine séance du Conseil général.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, clôt la séance en déplorant qu'il n'y ait toujours pas de candidature au point 10 de l'ordre du jour. Il remercie chacun de sa présence et souhaite à tous une excellente soirée.

La séance est levée à 21 h 40.

Au nom du Conseil général
Les Bois
Le Président: La Secrétaire :